



Numéro PPQ/9429

vendredi 5 février 2016

Les grands titres:

- L'ONU appelle à l'élimination des mutilations génitales féminines d'ici à 2030
- Zika : l'ONU encourage l'abrogation des lois restreignant l'accès à la contraception et à l'avortement
- France : le HCR préoccupé par le sort des réfugiés et migrants à Calais et Dunkerque
- La détention de Julian Assange par la Suède et le Royaume-Uni était arbitraire, selon des experts de l'ONU
- Mali : l'envoyé de l'ONU condamne une attaque contre un camp de la MINUSMA à Tombouctou
- Israël : l'ONU inquiète de l'état de santé d'un journaliste palestinien en détention administrative
- Les pays européens ont une responsabilité morale d'aider les réfugiés, selon l'ONU
- L'UNESCO publie une nouvelle édition d'un guide pratique pour les journalistes en zones dangereuses
- Les frères Roca, chefs cuisiniers et ambassadeurs de l'ONU pour une meilleure nutrition

L'ONU appelle à l'élimination des mutilations génitales féminines d'ici à 2030



Des femmes discutent dans le village de Halajay Gawra, dans le nord de l'Iraq, un des villages où l'UNICEF lutte contre les mutilations génitales féminines. Photo UNICEF/UN09330/Mackenzie

5 février - De hauts responsables des Nations Unies ont appelé à l'élimination totale des mutilations génitales féminines (MGF) d'ici à 2030, les qualifiant de « pratique violente » qui meurtrit les filles pour la vie, met leur santé en danger et les prive de leurs droits et de leurs chances de réaliser pleinement leur potentiel.

« Il est plus que jamais urgent, mais aussi possible, de mettre fin aux mutilations génitales féminines et d'épargner ainsi d'immenses souffrances aux femmes, tout en leur donnant plus de moyens d'influencer positivement l'évolution du monde », a déclaré le Secrétaire général, Ban Ki-moon, dans un message publié vendredi à la veille de la Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des MGF samedi, qui est observée tous les ans le 6 février.

Le chef de l'ONU a souligné que les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 (ODD), adoptés à l'unanimité en septembre dernier par les Etats membres, contiennent l'objectif spécifique de mettre fin aux MGF.

« Aujourd'hui, je fais entendre ma voix et j'appelle chacun à se joindre à moi afin de donner aux populations qui aspirent au changement les moyens d'atteindre ce but. Je compte que les gouvernements honoreront les engagements qu'ils ont pris, avec l'appui de la société civile, du monde de la santé, des médias et des jeunes », a ajouté M. Ban.

Au moins 200 millions de filles et de femmes en vie aujourd'hui ont subi des mutilations génitales dans 30 pays, d'après un nouveau rapport statistique publié vendredi par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Le rapport, intitulé 'Les mutilations génitales féminines/l'excision : un problème mondial', signale que la moitié des filles et



des femmes ayant été excisées vivent dans trois pays : l'Égypte, l'Éthiopie et l'Indonésie. Le rapport s'appuie sur des études menées à plus petite échelle et des données empiriques indiquant que les MGF constituent un problème mondial relevant des droits fondamentaux et affectant les filles et les femmes dans toutes les régions du monde.

Les mutilations génitales féminines consistent en diverses pratiques. Quelle que soit la forme sous laquelle elles sont pratiquées, les MGF constituent une violation des droits de l'enfant.

« Les mutilations génitales féminines diffèrent selon les régions et les cultures. Certaines formes comportent des risques mortels. Dans tous les cas, les MGF violent les droits des filles et des femmes. Nous devons tous redoubler d'efforts - gouvernements, professionnels de santé, responsables communautaires, parents et familles – pour éliminer cette pratique, » a affirmé la Directrice générale adjointe de l'UNICEF, Geeta Rao Gupta, dans un communiqué de presse.

D'après les données, les filles de 14 ans et moins représentent 44 millions du total des personnes excisées. Les pays où l'on trouve les plus fortes prévalences de MGF pour cette tranche d'âge sont la Gambie (56%), la Mauritanie (54%) et l'Indonésie où environ la moitié des filles âgées de 11 ans et plus ont subi cette pratique. Les pays où la prévalence des MGF chez les filles et les femmes de 15 à 49 ans est la plus élevée sont la Somalie (98%), la Guinée (97%) et Djibouti (93%).

Dans la plupart des pays, la majorité des filles ont été excisées avant leur cinquième anniversaire.

Les données mondiales du rapport statistique indiquent que près de 70 millions de filles et de femmes de plus avaient subi des MGF par rapport aux estimations de 2014. Cela s'explique par la croissance de la population dans certains pays et les données représentatives au niveau national recueillies par le gouvernement indonésien. De plus en plus de données sont disponibles sur l'ampleur du phénomène des MGF, ce qui fait augmenter l'estimation du nombre total de filles et de femmes ayant subi ces pratiques. En 2016, 30 pays disposent de données représentatives au niveau national sur ces pratiques.

« Il est essentiel de déterminer l'ampleur des mutilations génitales féminines pour éliminer cette pratique. Lorsque les gouvernements recueillent et publient des statistiques nationales sur les MGF, ils sont mieux placés pour comprendre l'étendue du problème et redoubler d'efforts pour protéger les droits de millions de filles et de femmes », a affirmé Geeta Rao Gupta.

« Nous devons tous être solidaires de cet appel. Il n'y a tout simplement pas de place pour les MGF dans l'avenir que nous nous efforçons de créer – un avenir où d'ici à 2030 chaque fille sera en mesure d'atteindre l'âge adulte en pleine possession de sa dignité, de ses droits humains et de chances égales », ont dit le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Babatunde Osotimehin, et le Directeur exécutif de l'UNICEF, Anthony Lake, dans une déclaration conjointe.

La lutte contre les mutilations génitales féminines profite d'un nouvel élan, selon le rapport de l'UNICEF. Les taux de prévalence des MGF chez les filles âgées de 15 à 19 ans ont baissé, notamment de 41 points de pourcentage au Libéria, de 31 au Burkina Faso, 30 au Kenya et 27 en Égypte au cours des 30 dernières années.

Zika : l'ONU encourage l'abrogation des lois restreignant l'accès à la contraception et à l'avortement



Une mère porte son bébé à travers les rues sinueuses et escarpées de la colonie de Altos de la Florida, à Soacha, en Colombie. Photo : HCR / S. riche

5 février - Alors que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déclaré lundi le virus Zika urgence de santé publique de portée mondiale, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a encouragé vendredi les pays d'Amérique latine concernés à abroger les lois et les politiques qui restreignent l'accès des femmes aux services de santé sexuelle et reproductive, notamment en matière de contraception et d'avortement.

M. Zeid a également encouragé ces pays à prendre des mesures concrètes pour que les femmes disposent de l'information, du soutien et des services dont elles ont besoin pour exercer leurs droits afin de déterminer si et quand elles souhaitent être enceintes.

Selon la presse, face à l'épidémie du virus Zika, qui est transmis principalement par un moustique et est fortement soupçonné de provoquer des malformations congénitales comme la microcéphalie, plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes, dont la Colombie, le Salvador, l'Équateur, le Brésil et la Jamaïque, ont recommandé aux femmes d'éviter de se trouver enceintes, suscitant des critiques.

« De toute évidence, la gestion de la propagation de Zika est un défi majeur pour les gouvernements d'Amérique latine », a déclaré M. Zeid dans un communiqué de presse. « Cependant, le conseil donné aux femmes par certains gouvernements de ne pas se retrouver enceintes, ne tient pas compte du fait que de nombreuses femmes et jeunes filles ne peuvent tout simplement pas exercer un contrôle sur une éventuelle grossesse, en particulier dans un contexte où les violences sexuelles sont courantes ».

L'OMS a déclaré que le virus Zika constituait une urgence de santé publique de portée internationale en raison des craintes d'une association possible entre ce virus et la recrudescence de cas de microcéphalie en Amérique latine. Un lien de causalité entre Zika et microcéphalie (bébés nés avec des têtes anormalement petites) n'est toutefois pas confirmé scientifiquement.

Selon le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), les autorités doivent veiller à ce que leur action de santé publique soit conforme à leurs obligations en matière de droits humains.

« Le respect des droits est essentiel pour une réponse efficace en matière de santé publique, ce qui nécessite que les gouvernements garantissent aux femmes, aux hommes et aux adolescents un accès à des services et à des informations sur la santé sexuelle et reproductive, de qualité, complets et abordables, sans discrimination », a déclaré M. Zeid, soulignant que cela inclut la contraception - y compris la contraception d'urgence – les soins de santé maternelle et les services d'avortement sans risque.

Selon le Haut-Commissaire, les lois et les politiques qui restreignent l'accès des femmes à ces services doivent être réexaminés d'urgence afin de garantir le droit à la santé pour tous.

France : le HCR préoccupé par le sort des réfugiés et migrants à Calais et Dunkerque



Des milliers de demandeurs d'asile et de migrants de Syrie, d'Iraq, d'Ethiopie, du Soudan, du Pakistan et d'Afghanistan vivent dans des abris de fortune ou dans les rues à Calais, en France. Photo HCR/C. Vander Eecken

5 février - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a fait part vendredi de sa préoccupation concernant les conditions dans lesquelles vivent les réfugiés et les migrants à Calais et à Dunkerque, dans le nord de la France, en particulier les enfants.

« On estime à environ 4.000 le nombre actuel de réfugiés et migrants dans la 'jungle' de Calais et à près de 2.500 ceux de Grande-Synthe, dans la banlieue de Dunkerque, vivant dans des circonstances difficiles et aggravées par la saison hivernale », a déclaré un porte-parole du HCR, William Spindler, lors d'une conférence de presse à Genève.

« Le HCR est particulièrement préoccupé par les conditions de vie des enfants, notamment les enfants non accompagnés et séparés, et se féliciterait de la création de places d'accueil d'urgence supplémentaires comme le centre pour enfants (Maison du jeune réfugié) à St

Omer (géré par France terre d'asile), ou d'autres structures qui répondraient aux besoins des enfants en matière de protection, y compris ceux qui sont âgés de moins de 15 ans », a-t-il ajouté.

L'agence onusienne estime également nécessaire d'explorer rapidement des alternatives pour simplifier les procédures de protection de l'enfance, et en particulier les enfants ayant des proches se trouvant dans un autre État membre de l'Union européenne.

Le HCR se félicite des mesures déjà prises par les autorités françaises pour fournir une assistance d'urgence aux réfugiés et aux migrants vivant à Calais et à Grande-Synthe afin de répondre aux besoins humanitaires urgents.

Ces mesures comprennent la création d'un centre temporaire, le « Centre d'accueil provisoire » (CAP) à Calais, géré par La Vie active, et la relocalisation volontaire des réfugiés et des migrants dans des centres d'hébergement, les « Centres d'accueil et d'orientation »(CAO) à travers tout le pays. Ces centres fournissent un accueil d'urgence aux personnes qui le souhaitent, qu'elles aient déjà déposé ou non une demande d'asile.

Selon une évaluation récente du HCR, il serait bénéfique pour les réfugiés et les migrants qu'ils reçoivent davantage d'informations sur la procédure de demande d'asile en France, ainsi qu'une aide juridique. Actuellement, les résidents de la 'jungle' de Calais reçoivent des informations contradictoires voire inexacts et ce, de différentes sources.

« Renforcer la coordination entre tous les acteurs pour fournir une assistance, ainsi que des informations précises et objectives, serait nécessaire, y compris pour les personnes résidant dans les CAO », a dit le porte-parole. « Au mieux, l'aide humanitaire fournie dans ces lieux est une intervention palliative pour soulager les pires souffrances. Les personnes concernées devraient être informées sur les alternatives offertes en France. Celles ayant besoin d'une protection internationale devraient être fortement encouragées à déposer une demande d'asile en France. Elles doivent également être informées des conséquences possibles si elles ne le font pas. Il serait également important de fournir des conditions d'accueil adéquates, une assistance, y compris une aide juridique, ainsi que des soins psychosociaux ».

Le HCR suggère également de mettre en œuvre le recours à des dispositions légales existantes pour les personnes ayant des proches dans d'autres États membres de l'UE afin de leur permettre de rejoindre les membres de leur famille rapidement.

« Le HCR plaide depuis longtemps en faveur d'une application proactive du règlement Dublin III et exhorte les États à recourir à une procédure accélérée pour les enfants non accompagnés et séparés se trouvant dans un État membre de l'UE et qui souhaitent rejoindre des proches se trouvant dans un autre État membre de l'UE », a dit le porte-parole.

La détention de Julian Assange par la Suède et le Royaume-Uni était arbitraire, selon des experts de l'ONU



Le fondateur de Wikileaks, Julian Assange. Source capture d'écran d'une vidéo du HCDH

5 février - Le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, a été détenu de manière arbitraire par la Suède et par le Royaume-Uni depuis son arrestation à Londres le 7 décembre 2010 consécutive à une action judiciaire à son encontre de la part de ces deux gouvernements, a déclaré vendredi le Groupe d'experts des Nations Unies sur les détentions arbitraires.

Informaticien et cyber-militant de nationalité australienne, Julian Assange fait l'objet de poursuites judiciaires aux Etats-Unis pour avoir organisé la publication par Wikileaks de milliers de documents confidentiels, dont des câbles du département d'Etat américain.

Dans une déclaration à la presse, le groupe d'experts a appelé les autorités suédoises et britanniques à mettre fin à la privation de liberté de M. Assange, à respecter son intégrité physique et sa liberté de mouvement et à lui accorder réparation.

D'abord emprisonné puis placé en résidence surveillée, M. Assange a trouvé refuge en 2012 à l'ambassade d'Equateur à Londres, après avoir été débouté d'un appel auprès de la Cour suprême du Royaume-Uni contre son extradition vers la Suède, où une enquête judiciaire a été lancée contre lui concernant des allégations de délits sexuels. Il n'a cependant pas été inculpé.

« Le Groupe de travail sur les détentions arbitraires considère que les diverses formes de privation de liberté auxquelles Julian Assange a été soumis constituent une forme de détention arbitraire », a déclaré Seong-Phil Hong, qui dirige actuellement le Groupe d'experts.

« Le Groupe de travail affirme que la détention arbitraire de M. Assange devrait prendre fin, que son intégrité physique et sa liberté de mouvement soient respectées et qu'il devrait avoir droit à réparation », a ajouté M. Hong.

Dans son Opinion officielle, le Groupe d'experts considère que M. Assange a subi différentes formes de privation de liberté : une détention initiale à la prison de Wandsworth à Londres, puis une assignation à résidence et enfin une consignation dans les locaux de l'ambassade équatorienne.

Les experts ont également estimé la détention arbitraire car M. Assange a été maintenu dans l'isolement à la prison de Wandsworth et parce qu'un manque de rigueur dans l'enquête menée par le Bureau du Procureur en Suède a eu pour résultat sa perte de liberté pendant une longue période.

Le Groupe de travail a établi que sa détention viole les articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les articles 7, 9(1), 9(3), 9(4), 10 et 14 du Pacte international relatif aux droits civile et politiques.

Mali : l'envoyé de l'ONU condamne une attaque contre un camp de la MINUSMA à Tombouctou



Des Casques bleus de la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA) discutent avec des enfants. Photo MINUSMA/Marco Dormino

5 février - Le Représentant spécial du Secrétaire général au Mali, Mahamat Saleh Annadif, a fermement condamné vendredi une attaque contre un camp de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) à Tombouctou, dans le nord du pays.

L'attaque, qui s'est produite à 6h30 vendredi matin, visait un camp de la police de la MINUSMA. La détonation d'un véhicule piégé a légèrement blessé un policier onusien, a indiqué la Mission dans un communiqué de presse.

« L'attaque est l'œuvre des ennemis de la paix. Nous sommes conscients que la paix dérange, mais elle est en marche et la mise en œuvre de l'Accord est irréversible », a affirmé M. Annadif.

« Je tiens à saluer la bravoure et l'efficacité de nos partenaires des Forces de défense et de sécurité du Mali et celles de la MINUSMA qui sont intervenues pour enrayer la violence et neutraliser les assaillants », a-t-il ajouté.

Selon les autorités maliennes, un soldat des forces de défense maliennes a été tué et trois autres blessés durant l'opération.

Le Représentant spécial a présenté ses condoléances attristées aux forces de défense maliennes, à la famille et aux proches du défunt, et a souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

Israël : l'ONU inquiète de l'état de santé d'un journaliste palestinien en détention administrative



La porte-parole du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Cécile Pouilly. Photo: HCR

5 février - Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme (HCDH) s'est dit vendredi « extrêmement préoccupé » par la détérioration rapide de l'état de santé de Mohammed Al-Qiq, un journaliste palestinien qui observe une grève de la faim en Israël pour protester contre sa détention administrative et les mauvais traitements qu'il affirme avoir subis depuis son arrestation le 21 novembre 2015.

M. Al-Qiq est en grève de la faim depuis plus de 70 jours et est apparemment dans un état de santé très grave, a déclaré une porte-parole du HCDH, Cécile Pouilly. Ses médecins l'ont informé de la possibilité que sa santé ait subi des dommages irréversibles.

Jeudi, la Haute Cour d'Israël a décidé de suspendre la détention administrative de M. Al-Qiq jusqu'à ce qu'il ait recouvré la santé et soit en mesure de quitter l'hôpital. A ce point, l'ordre de détention pourrait être de nouveau mis en vigueur sur la présomption qu'il est devenu une menace sur le plan de la sécurité.

« Nous réitérons nos préoccupations concernant la situation des Palestiniens qui sont maintenus en détention administrative par les autorités israéliennes sans qu'un chef d'accusation soit retenu contre eux ou sans procès, souvent sur la base d'éléments à charge maintenus secrets, pour des périodes allant jusqu'à six mois et qui sont extensibles indéfiniment », a dit la porte-parole du HCDH.

« Nous appelons une fois de plus les autorités israéliennes à mettre fin à la pratique de la détention administrative et soit à libérer sans tarder, soit à inculper et poursuivre en justice tous les détenus administratifs, avec toutes les garanties juridiques requises par le droit et les normes internationales en matière de droits humains », a-t-elle poursuivi.

Le HCDH « invite également les autorités israéliennes à enquêter sur toutes les allégations de mauvais traitement de manière indépendante, rapide et exhaustive », a-t-elle conclu.

Les pays européens ont une responsabilité morale d'aider les réfugiés, selon l'ONU



Une jeune fille se tient à l'extérieur d'une tente au centre d'accueil pour réfugiés et migrants de Vinojug à Gevgelija, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine. Photo: UNICEF/Ashley Gilbertson VII

5 février - Le Représentant spécial du Secrétaire général pour les migrations internationales, Peter Sutherland, a souligné vendredi la responsabilité morale des pays européens d'aider les réfugiés qui se pressent à leurs frontières et a dénoncé l'érection de barrières et de barbelés pour les empêcher d'entrer.

« Les clôtures de barbelés, les frontières sont en train de réapparaître dans une Europe qui avait pensé en 1989, au moment de l'effondrement du Rideau de fer, que c'était la fin d'une Europe divisée par des frontières. La réapparition de frontières défie l'intégration de l'Union européenne, et plus particulièrement la responsabilité morale des Etats d'aider les réfugiés et de leur fournir un asile », a dit M. Sutherland lors d'une conférence de presse à Genève.

Il a rappelé que le Liban, la Jordanie et la Turquie accueillent une proportion très importante de réfugiés à la suite de ces développements en Europe.

« Plus de deux millions de réfugiés sont accueillis par la Turquie, où le Premier ministre a hier confirmé son intention d'accorder des permis de travail aux réfugiés et prend des mesures pour intégrer les réfugiés venant de Syrie dans le système éducatif et de santé », a souligné M. Sutherland.

En comparaison, certains Etats européens n'accueillent qu'un nombre très faible de réfugiés et « refusent le concept de solidarité que l'on pourrait attendre de la part de membres de l'Union européenne », a-t-il ajouté.

De manière générale, le Représentant spécial a rappelé que les migrants apportent des bénéfices importants aux pays d'accueil. Ils rapportent plus en termes d'impôts qu'ils ne reçoivent d'avantages sociaux et ont des taux de chômage plus faibles.

M. Sutherland a souligné que les dix pays avec la plus faible croissance démographique se trouvaient en Europe. « Dans 30 ou 40 ans, le nombre de personnes à la retraite comparé à la population active aura énormément augmenté en Europe. Nous devons apprendre à intégrer dans nos sociétés ceux qui y cherchent refuge », a-t-il dit.

L'UNESCO publie une nouvelle édition d'un guide pratique pour les journalistes en zones dangereuses



Un groupe de journalistes. Photo ONU/Eskinder Debebe

5 février - A l'occasion d'une conférence internationale sur la sécurité des journalistes à Paris, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Reporters sans frontières ont présenté vendredi la dernière édition d'un guide pratique pour les reporters en zones dangereuses.

Le manuel de près de 150 pages fournit aux journalistes des informations essentielles et des conseils pratiques à suivre avant, pendant et après une mission en zone dangereuse. Il est publié dans un contexte de menace croissante pour les professionnels des médias.

Au cours de la dernière décennie, plus de 700 journalistes ont trouvé la mort dans l'exercice de leur métier. En 2015, plus de 105 journalistes ont été tués, tandis qu'un nombre encore plus important a subi des menaces, a été emprisonné ou enlevé simplement parce qu'ils remplissaient leur devoir d'information.

« Le guide représente une importante somme de connaissances et d'expériences réunie au cours des années par les

journalistes, les médias et les organisations de défense de la liberté d'expression », explique le Directeur de la Division pour la liberté d'expression et le développement des médias de l'UNESCO, Guy Berger.

Le 'Guide pratique de sécurité des journalistes' rassemble un large éventail d'informations fondamentales pour garantir la sécurité des journalistes. Il insiste sur l'importance de bien préparer en amont les missions dangereuses et fournit des outils indispensables pour les journalistes. Le manuel est destiné à tous les acteurs de l'information qui travaillent dans des environnements hostiles, comme les zones de conflit, les manifestations violentes, les émeutes et les attentats terroristes.

La première édition du Guide pratique de sécurité des journalistes a été publiée en 1992. Depuis cette date, il a été mis à jour, traduit en plusieurs langues et largement diffusé. La nouvelle édition, disponible en arabe, anglais, français et espagnol, tient compte des nouvelles menaces et défis auxquels est confrontée une profession de plus en plus dangereuse. De nouveaux chapitres abordent la question de la cyber-sécurité, qui devient une préoccupation croissante pour la profession, les consignes de protection à l'attention des journalistes couvrant des catastrophes naturelles ou des épidémies, ainsi que le problème des violences sexuelles, en particulier pour les femmes.

« Les journalistes et les organes de presse sont des acteurs essentiels dans l'exercice de la liberté d'expression. C'est pour cette raison qu'ils sont pris pour cible par ceux qui veulent imposer une chape de plomb sur le débat public et le droit à l'information des citoyens », a souligné l'UNESCO dans un communiqué de presse.

Les frères Roca, chefs cuisiniers et ambassadeurs de l'ONU pour une meilleure nutrition



Les frères Roca, Joan, Jordi et Josep, lors d'une table ronde sur la nourriture et le développement durable au siège de l'ONU le 18 janvier 2016. Photo ONU/Loey Felipe

5 février - Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté en septembre 2015 par les dirigeants mondiaux, vient d'enregistrer un renfort de poids : les frères Joan, Jordi et Josep Roca, trois chefs cuisiniers espagnols dont le restaurant en Catalogne est réputé le meilleur du monde.

Propriétaires du célèbre restaurant El Celler de Can Roca (La cave de chez Roca en catalan), établi à Gérone, trois étoiles au guide Michelin et nommé à deux reprises « Meilleur restaurant du monde » par la revue britannique *Restaurant Magazine*, les trois frères sont connus pour l'importance qu'ils attachent à la production alimentaire au niveau local selon des méthodes résolument respectueuses de l'environnement, en veillant à l'emploi de pratiques et d'ingrédients traditionnels et en garantissant l'accès de tous à des

aliments sains.

Les trois frères ont été nommés le 18 janvier ambassadeurs de bonne volonté du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). A ce titre, ils travailleront en étroite coopération avec le Fonds pour la réalisation des Objectifs de développement durable (F-ODD) et apporteront leur soutien à la réalisation de ces 17 objectifs dont sont convenus les dirigeants mondiaux en vue de parvenir d'ici à 2030 à un monde débarrassé de la faim, de la grande pauvreté, du chômage, des inégalités et des changements climatiques.

Premières personnalités de renommée mondiale à se consacrer spécifiquement aux ODD, les trois chefs se concentreront tout particulièrement sur l'Objectif 2, qui consiste à « éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable ».

Ils mettront leur voix et leur expérience au service du plaidoyer en faveur d'un accroissement de la sécurité alimentaire et d'un élargissement de l'accès à une alimentation nutritive. Ils émettront également des conseils sur l'amélioration des pratiques du secteur agroalimentaire en vue de protéger l'environnement et de créer des emplois.

« Nous sommes honorés de coopérer avec le PNUD et le Fonds pour la réalisation des Objectifs de développement durable pour promouvoir la vision d'un avenir où tout le monde a accès à des aliments sains », a déclaré Josep Roca. « Le mandat de la nouvelle initiative des ODD est clair : nous ne pouvons pas laisser qui que ce soit sans accès à la nourriture. Il s'agit de créer de la prospérité en mettant en place une chaîne alimentaire écologiquement durable, socialement équitable et

économiquement inclusive qui garantit un accès à la nourriture pour tous ».

Lors d'un table ronde en janvier au siège de l'ONU à New York, les trois frères ont évoqué leurs souvenirs d'enfance et expliqué pourquoi leur approche de la gastronomie, basée sur le respect des traditions et de l'environnement, les rendait particulièrement qualifiés pour assurer un plaidoyer efficace en faveur des ODD.

La passion pour la cuisine qu'ont les frères Joan, le chef principal, Josep, le sommelier, et Jordi, le pâtissier, s'est forgée à Can Roca, l'établissement que leurs parents régissaient à Taialà, un quartier des alentours de Gérone, ville proche de la Costa Brava espagnole à mi-chemin entre Barcelone et Perpignan.

Ils y ont grandi, au milieu de l'agitation des plats, des marmites et des clients. Le bar était leur salle de séjour, le paysage où ils jouaient, faisaient leurs devoirs, regardaient la télévision. En même temps, de la cuisine s'échappaient les arômes des ragoûts que leur mère préparait, de forme généreuse, simple et honnête.

« Les origines de notre famille sont humbles. Nos souvenirs d'enfance sont faits d'immigration, de pauvreté et de discrimination. Le bar de nos parents a constitué pour nous une leçon de générosité, d'hospitalité et de solidarité », a dit Josep.

En 1986, les trois frères décident de voler de leurs propres ailes et fondent El Celler de Can Roca. Très vite, le restaurant acquiert une renommée d'abord nationale, puis mondiale. Selon *Restaurant Magazine*, qui le désigne Meilleur restaurant du monde en 2013 et 2015, le « génie collectif » des trois frères, combiné à leur « dynamique familiale vigoureuse et un grand sens de l'hospitalité », les a placés au zénith de la gastronomie mondiale. Au point qu'aujourd'hui, il faut réserver sa table chez eux 11 mois à l'avance.

Leur curiosité et leur créativité les a conduits à se lancer dans une recherche « gastro-botanique » et leur restaurant, où travaillent non seulement des cuisiniers mais aussi des biochimistes et un psychologue, s'est épanoui en un centre d'expérimentation, d'innovation et de créativité.

Leur renommée internationale grandissante les a amenés petit à petit à multiplier les voyages et les contributions loin de leur Catalogne natale. Ainsi, selon Joan, ils sont en contact avec plusieurs universités, dont celle de Harvard, pour des transferts de connaissances.

En 2013, proclamée Année internationale du quinoa par le Fonds de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Joan Roca a offert une recette de salade de quinoa aux fruits secs.

En collaboration avec les frères Pau et Marc Gasol, deux basketteurs espagnols jouant dans le championnat américain (NBA), Jordi Roca a écrit un livre pour enfants sur l'alimentation et la nutrition.

Joan Roca se trouvait au Népal, s'occupant de la logistique alimentaire pour une équipe d'alpinistes, deux semaines avant le terrible tremblement de terre qui a ravagé le pays en avril 2015. De retour à Gérone et apprenant la nouvelle du séisme, il a créé un fonds d'aide aux victimes.

Sur leur future contribution aux ODD, c'est Josep qui explique: « Notre action est volontaire, elle résulte de notre volonté commune, nous offrons librement nos services à l'ONU et notre engagement est vocationnel. Dans notre vie, la nourriture a été beaucoup de choses : distraction, moyen d'existence, dialogue, créativité, émotion et souvenirs de nos ancêtres. Après des années d'expériences et de nombreux voyages, nous avons réalisé que la façon dont les gens approchent la nourriture, la façon dont on la prépare et la manière dont nous entretenons les traditions culinaires ont un effet direct sur des aspects fondamentaux de la vie. Ce que nous mangeons affecte notre santé, notre économie et notre planète. Quand nous avons appris que l'ONU ouvrait une nouvelle ère de coopération en matière de développement avec le lancement des nouveaux ODD, nous avons vu clairement la belle occasion qu'offre cette proposition ambitieuse ».

« Considérer la nourriture de trois perspectives différentes dans le cadre du développement durable : sociale, économique et

environnementale, peut nous aider à comprendre de nombreux défis auxquels nous avons eu à faire face au cours de notre voyage culinaire autour du monde. Nous espérons que les leçons retenues de notre périple culinaire pourront contribuer au travail du Fonds pour la réalisation des ODD dans les domaines de l'accès à la nourriture, de la nutrition et de la création d'emplois dans 21 pays jusqu'ici ».

« Nous vivons les moments les plus extraordinaires de l'histoire de la gastronomie. En tant que chefs, il nous incombe de profiter de cette occasion et d'adopter, dans nos cuisines, un code d'éthique responsable et de restituer à la société un peu de ce qu'elle nous a donné ».

« Nous n'épargnerons aucun effort pour partager les principes éthiques que nous avons adoptés pour nous-mêmes. Nous souhaitons plaider énergiquement pour le changement de direction dont notre société a besoin: la recherche culinaire au service de l'élimination de la pauvreté, la raison au service de l'intuition, (...) notamment car nous sommes très préoccupés par la perte de biodiversité alimentaire dans le monde. L'abandon de certaines cultures locales et la perte de certaines traditions culinaires sont inquiétants car il en résulte pauvreté et exclusion ».

« Venant d'une cuisine où nous prônons la diversité, nous plaiderons pour la conservation de semences anciennes, nous lutterons pour empêcher que les détenteurs de monopoles sur certaines semences et les chaînes de nourriture industrialisées prolifèrent sans limites. »

« C'est peut-être une utopie mais ils ne pourront pas nous priver de ce rêve. L'industrie alimentaire, de la production à la distribution, à la consommation et à la conservation, ne devrait pas être une menace pour le développement durable mais plutôt une source de développement durable ».

En leur qualité d'ambassadeurs de bonne volonté, les frères Roca plaideront en faveur d'une meilleure nutrition et d'une sécurité alimentaire accrue, facteurs d'un développement durable, et s'attacheront à sensibiliser le public à l'incidence qu'ont les choix ou le manque de choix en matière d'alimentation sur la santé et l'environnement.

Outre la sensibilisation aux grandes questions mondiales, les frères Roca plaideront en faveur de pratiques améliorées de production, de distribution et de consommation des denrées alimentaires et fourniront des conseils sur les techniques durables de réduction du gaspillage de nourriture au moyen d'une préparation et d'une conservation à moindre coût, de l'appui de l'approvisionnement alimentaire local et de la minimisation des dommages causés à l'environnement.

Dans leur première expérience coopérative avec les Nations Unies, les frères Roca se sont engagés à faire mieux comprendre les problèmes à résoudre pour aider les communautés agricoles à accroître leur rendement. En milieu rural, tout particulièrement dans de nombreux pays en développement, les petits exploitants agricoles jouent un rôle fondamental dans la croissance de l'économie locale et constituent la principale source d'emploi ; par ailleurs, ce sont eux et les communautés agricoles qui souffrent le plus du fléau de la faim. Les frères Roca souhaitent faire participer les petits exploitants au dialogue et à la sensibilisation aux possibilités d'approvisionnement local ainsi qu'aux autres pratiques novatrices susceptibles d'accroître leurs récoltes et d'améliorer leurs moyens d'existence.

Les frères Roca appuieront le Fonds pour la réalisation des ODD en établissant un réseau de centres de formation, dans un premier temps en Afrique à titre pilote, dans le but d'accroître la durabilité, de réduire le gaspillage et d'améliorer les marchés pour les producteurs agricoles et les petites entreprises, ainsi que de créer des emplois, promouvoir l'égalité des sexes et offrir des formations professionnelles.